



Presse Internationale

mensuel – n°70 – septembre 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Postiers, usagers : même combat !

p.5



Afghanistan

La farce électorale p.10

La Belgique en guerre p.11

Bridgestone

p.3

Petit bilan de 58 jours de grève



La grande bataille de Trotsky :

La IV^{ème} Internationale

p.12

Aussi dans ce numéro :

L'« austérité » à la rentrée

p.2

Honduras : La résistance à la croisée des chemins !

p.6

Victoire à Zanon (Argentine) : l'expropriation !

p.4



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

L'« austérité » à la rentrée

Un mois après les élections du 7 juin, de nouveaux gouvernements se sont mis en place au niveau régional. Dans la gauche, certains se félicitent que les libéraux en soient exclus¹, mais les choses ne sont pas si simples... Si avant les vacances, les témoins de l'Olivier clamaient effectivement haut et fort qu'on « ne touchera pas à la sécu », à la rentrée, avec un déficit de 20 milliards d'euros au budget de l'Etat, ils annoncent qu'il faudra « faire des choix », tout en « évitant le terme trop connoté d'"austérité" »².

Tout d'abord, personne au gouvernement ne met en cause l'origine de ce « trou » de 20 milliards. On n'en discute même pas. Rappelons que c'est précisément 20 milliards qui ont été injectés dans le capital de Fortis, Dexia, KBC et Ethias, en plus des 25 milliards de garanties offertes par l'Etat belge à ces banques³. Et d'autre part, les « choix » à faire n'ont rien de neuf, pour ces nouvelles équipes gouvernementales.

Dans les trois régions, il y a des « plans », concoctés par les gouvernements antérieurs, et qui seront respectés : le *Vlaanderen in Actie* (ViA), le *Contrat pour l'Economie et l'Emploi* (C2E - Bruxelles) et le *Plan Marshall - 2.vert* (Wallonie). Les patrons sont rassurés. Le « Pacte de Solidarité » lancé par les organisations patronales régionales UWE, BECI et VOKA, et approuvé par la FEB, manifeste la confiance dans ces trois instruments régionaux.⁴

Ce « Pacte de Solidarité » dévoile, mieux que la surenchère « grand public » dans la presse, les buts réellement poursuivis. On peut y lire que « *les choix sociaux, économiques et environnementaux seront d'autant plus efficaces qu'ils tiendront compte des besoins différenciés des entreprises dans les régions [...] tout en étant attentif à transposer les directives européennes de manière concertée entre Régions afin de veiller à un allègement maximum des charges des entreprises.* » A cet effet, « *la politique de l'emploi doit évoluer dans les men-*

talités et passer de la notion de sécurité d'un emploi à celle de sécurité du travail ». Le patronat demande « *une baisse importante et généralisée des charges salariales ayant pour effet de réduire de 8% le coût salarial belge* ». Il faut aussi « *une réforme de l'assurance-chômage et du régime des préavis* », ainsi qu'« *une amélioration de la flexibilité pour une optimisation du travail disponible* ». D'autre part, « *la rémunération du risque doit être comparable au trend constaté au niveau européen. Cela implique une baisse significative de l'impôt des sociétés.* »

Quant au fait de « ne pas toucher à la sécu », Rafael Lamas, directeur du service « entreprises » de la FGTB, soucieux de l'équilibre du budget de la sécurité sociale, avoue que la norme de croissance annuelle de 4,5% de son budget « n'est pas un tabou »⁵.

Tout est donc mis en place pour faire porter le poids de la crise par les travailleurs. Des luttes dispersées sont menées, mais il faudra trouver le moyen d'unifier les luttes à plan national. Ce ne sera pas facile, car les directions des trois syndicats sont signataires de « pactes » comme « partenaires sociaux » avec les gouvernements respectifs et les organisations patronales, dans le but d'atteindre les objectifs des ViA, C2E et autres plans Marshall.⁶

Il faut exiger des directions syndicales à tous les niveaux de se retirer de ces « pactes » et de mobiliser pour **unifier les luttes** quotidiennes contre les licenciements, pour augmenter nos salaires. Que les banques et les entreprises remboursent les aides qu'elles ont reçues !

¹ Solidaire 20/08/2009 - p. 4

² Le Soir 28/08/2009

³ Trends, 15/05/2009

⁴ Voir le Communiqué de presse du 10 mars 2008 sur www.feb.be.

⁵ Le Soir 06/07/2009 - Cette norme a été instaurée en 2005, voir www.plan.be

⁶ Comme le Pacte 2020, signé le 20/01/2009 à Bruxelles, voir le site de ViA

Petit bilan de 58 jours de grève



Nous félicitons tout d'abord les 147 ouvriers partis en grève unanimement, pour leur courage et leur détermination pendant ces 58 jours. Et nous saluons également les nombreux amis, les familles, les militants, les délégations et les simples passants qui sont venus apporter leur soutien au piquet.

A l'aide d'argent public...

L'entreprise était en très bonne santé financière et ses bénéfices en 2008 (doublé par rapport à 2007) s'élevait à 5,2 millions €. D'autre part, elle a bénéficié des intérêts notionnels (591.914 €), de réductions de cotisations de sécurité sociale (385.559 €) et d'économies au niveau de la formation (189.997 €), total : 1.140.470 €! Cet argent public n'a donc été que pur bénéfice pour le patron !

Comment les pouvoirs publics ne remettent pas encore en question ce don, alors que le patron licencie des ouvriers ?

Licencier = Rembourser !

mier du patron. Cette grève a montré la nécessité et l'importance de défendre les délégués syndicaux, car après eux et à l'avenir, nous pouvons craindre le pire...

Ceci dit, nous regrettons que le vote final se soit déroulé sous la pression explicite d'un permanent syndical favorable à l'arrêt de la

Journal de grève

11 juin – En Conseil d'entreprise, la direction annonce qu'elle veut délocaliser et sous-traiter la gestion du stock. Résultat : elle licencie sur le champs les 8 ouvriers et le délégué principal FGTB qui y travaillent.

La délégation syndicale sort et appelle à la grève en front commun. La grève est totale.

16 juin – Manifestation dans les rues de Frameries.

23 juin – En solidarité avec ceux de Frameries, les ouvriers de Mecamold (une filiale de Bridgestone à Herstal) partent en grève 24 heures.

24 juin – Première réunion de conciliation organisée par la ministre Joëlle Milquet : statu quo.

29 juin – Communiqué de la FGTB wallonne qui « soupçonne la direction de bloquer les solutions alternatives aux 8 licenciements secs afin de pouvoir se séparer d'un délégué syndical chevronné ». www.irw-cgsp.be

6 juillet – Rassemblement au piquet organisé par un groupe sur Facebook. Appel à la création du Comité de soutien.

22 juillet – Deuxième réunion de conciliation : le plan de reclassement des 8 licenciés dans des entreprises de la région est refusé par 69,7% des ouvriers, 28,3% sont pour.

24 juillet – Une cinquantaine de personnes participent au rassemblement au piquet organisé par le Comité de soutien.

30 juillet – La Commission paritaire ne se prononce pas sur la levée de la protection syndicale du délégué principal FGTB, et renvoi la décision au tribunal du travail.

Deuxième rassemblement au piquet organisé par le Comité de soutien.

5 août – Un projet d'accord est conclu entre les syndicats et la direction.

7 août – 58^{ème} jours de grève. Par bulletin secret, des 111 grévistes votants, une petite majorité de 57% a voté pour l'accord, 42% était pour la continuité de la grève. Les 8 ouvriers sont licenciés et seront reclassés dans des entreprises de la région avec salaire garanti et prime de départ. Le délégué principal la FGTB est licencié, la FGTB fait appel au tribunal.

grève. D'autre part, trop peu de perspective dans le sens de l'unification des luttes au-delà de l'entreprise a été avancée par les syndicats, tant FGTB que CSC, ce qui a mené finalement la lutte à l'isolement et dans la politique du moindre mal. Ce n'est certainement pas la combativité qui manquait, 42 % des grévistes restait d'ailleurs pour la continuité de la grève.

Nous avons participé au Comité de soutien qui s'est mis en place début juillet. Celui-ci a notamment démontré que, sur des actions concrètes, différentes organisations de gauche peuvent travailler ensemble dans un but commun (LCR, PSL, NPA, ex-UAG et LCT) ; et que « l'unité de la gauche » peut et doit se concrétiser dans des unités d'action pour la défense des travailleurs en lutte.

Pour les ouvriers de Bridgestone, la lutte continue maintenant dans l'entreprise, en exigeant que les promesses de la direction soit tenues : en premier lieu que les licenciés réobtiennent un emploi dans les conditions annoncées.

Le Manifeste des grévistes de Bridgestone

voir le n° antérieur de Presse Internationale
ou le site du comité de soutien
<http://stoplicenciements.blogspot.com>



C'est le mot d'ordre des MWB-FGTB dans l'appel à la solidarité lors du procès concernant les licenciements pour faute grave de deux délégués syndicaux FGTB et SETCa de IAC (FIAT). Pour les travailleurs de IAC-FIAT aussi :

**NON aux licenciements
Pour la défense des
délégués syndicaux !**

La lutte continue ! Les syndicats doivent unifier les luttes !

Zanon – Argentine

Expropriation avec étatisation sous contrôle ouvrier



Fabrica **SIN PAT**rones,
« usine sans patrons »

Le 12 août 2009, l'usine de céramiques de Louis Zanon (à Neuquén, au Sud de l'Argentine) a été expropriée par l'Etat et passée aux mains des 450 travailleurs qui gèrent la coopérative FaSinPat « Fabrica Sin Patronos » .

L'histoire remonte à 2001 quand, face à l'intransigeance patronale, les travailleurs avaient décidé d'occuper l'usine et de la faire tourner sous leur contrôle. En dépit de tous les obstacles, comme le refus de leur octroyer des « aides » de l'Etat ou le moindre crédit, les travailleurs ont pu rentabiliser l'entreprise et embaucher des camarades. Ils ont finalement obtenu **l'expropriation avec étatisation sous contrôle ouvrier**. Actuellement, l'usine emploie 450 travailleurs, tous payés au même salaire. Voici quelques réflexions de leur communiqué, publié sur : www.obrerosdezanon.com.ar.

« Ce chemin parcouru par les travailleurs de Zanon n'aurait pas été possible si nous ne nous étions pas battu auparavant contre la bureaucratie syndicale pour lui arracher une délégation digne de ce nom. [Nous avons pu ainsi] instaurer une nouvelle manière de travailler, la démocratie directe, ce qui nous a permis en l'an 2000 de récupérer notre syndicat et de le mettre au service des travailleurs.

Nous apprécions la solidarité nationale et internationale. [...] Nous avons appris aussi à être solidaire avec d'autres travailleurs en créant un fonds de grève permanent et en promouvant l'idée que la coordination est fondamentale pour le triomphe

des luttes ouvrières. [...] Depuis le début, nous avons ouvert l'usine à la communauté, accueillant des milliers d'enfants et d'adultes pour qu'ils connaissent notre expérience de lutte. [...]

Depuis la gestion ouvrière de Zanon et du syndicat de la céramique de Neuquén, nous sommes convaincus que notre lutte ne s'arrête pas ici, étant donné - comme nous l'affirmons depuis le premier jour - que la libération n'est pas individuelle mais de l'ensemble de la classe ouvrière. »

NON à la fermeture du bureau de poste de LLN !

Depuis mardi 25 août, des habitants et étudiants de Louvain-la-Neuve occupent le bureau de poste afin de protester contre sa fermeture, imposée dans le cadre du « Plan stratégique » destiné à rendre La Poste capable d'affronter le libre marché en 2011.

Depuis mardi 25 août, des habitants et étudiants de LLN occupent le bureau de poste afin de protester contre sa fermeture, imposée dans le cadre du « Plan stratégique » destiné à rendre La Poste capable d'affronter le libre marché en 2011.

Il y a 4 ans, le gouvernement libéral-socialiste vendait 50% des parts de La Poste (les plus rentables) pour la somme de 300 millions € (bien moins que son seul patrimoine immobilier) à un consortium privé détenu actuellement par CVC Capital Partners. Il s'agit d'un fond d'investissement britannique spécialisé dans le rachat d'entreprise (notamment publique) et leur revente après restructuration. Aujourd'hui, en vue de la libéralisation complète du marché des services postaux, la survie de La Poste dépend de sa capacité à pouvoir proposer des bénéfices attractifs pour tous les actionnaires. C'est la règle dans l'économie de marché. Les conséquences sont déjà connues pour les travailleurs et les usagers : licenciements, taux d'emploi statutaire en chute libre, accélération des cadences de travail (notamment via Géoroute), augmentation des frais d'envoi, abandon des bureaux de poste et recours massif à la sous-traitance.

Le bureau de Louvain-la-Neuve fait partie des quelques 300 bureaux supprimés en 2009, à la suite de certaines d'autres depuis 2007. En effet, il a été établi par les études marketing que les 4 millions et demi de ménages clients de La Poste ne représentaient que 10% des revenus mail et services, contre 45% pour les

100 plus gros émetteurs de facture (énergie, téléphone, ventes par correspondance, banques, etc.). Cette activité n'étant plus suffisamment rentable pour l'actionnariat privé, tout est mis en œuvre pour réduire ses coûts au maximum. Le premier élément mis en avant par le Plan stratégique consiste en la centralisation toujours plus forte du réseau des bureaux de poste et des centres de distribution. Beaucoup de ces bâtiments, coûteux en frais d'entretien et de leasing, fermeront : parallèlement aux fermetures de guichet, le plan prévoit la transformation progressive de 500 bureaux distributeurs en 150 plateformes. Quant aux Points Poste, ils sont censés maintenir un service minimum pour la population, mais de très médiocre qualité. Les « résultats attristants » d'études récentes (Test Achats, avril 2009) ont largement démontré qu'ils proposaient des services très réduits, dispensés par des employés insuffisamment formés (options d'envoi, tarifs préférentiels, offres de colis, réseau de bureaux) et que leur tâche initiale rendait indisponible ou incapable de fournir des informations qu'ils ne possédaient ni ne pouvaient obtenir. Toutefois, pour Johnny Thijs, l'opération a atteint ses objectifs : « *La Poste est dans les temps pour sa préparation à la libéralisation du marché.* » En effet, « *en 2008 le bénéfice net du Groupe La Poste est passé de 117 millions € à 179 millions €, soit une augmentation de 53%* » (comm. de presse).

Début mars, une manifestation syndicale en front commun a réuni

4.000 travailleurs de La Poste dans les rues de Bruxelles pour protester notamment contre les conditions de travail de la nouvelle catégorie de « livreurs de courrier » (étudiants, chômeurs, mi-temps, pensionnés,...), appelés sous Géoroute 3 à remplacer les facteurs réguliers. Un contrat de 2-3 heures par jour leur est prévu, avec un salaire brut de 8,65 € l'heure. Nous ne pensons pas qu'il faille que « les politiques ouvrent leur yeux » mais bien que soient poursuivies les actions de grèves contre Géoroute, contre la généralisation des contrats précaires, contre les restructurations imposées. Les organisations syndicales doivent organiser la continuité et l'extension de cette lutte.

Par ailleurs, la population ne reste pas indifférente à ce qui se passe. Des comités de défense de la poste voient le jour, et une pétition qui demande le retour d'une poste 100% publique a été lancée (www.sauvonslaposte.be). En août, le comité de défense du bureau de poste de Ste-Marguerite à Liège a obtenu une victoire : le bureau ne fermera pas. Cela prouve qu'en se mobilisant, nous pouvons mettre un frein à la transformation de notre Poste en une entreprise privée au service du grand capital. Enfin, nous devons parvenir à unir nos luttes, travailleurs et usagers (habitants, étudiants belges et étrangers, personnel de l'UCL,...). C'est ensemble que nous réussirons à bloquer la destruction du service public que La Poste, en collaboration avec le gouvernement, met en place.

Réouverture immédiate du bureau de poste de LLN !
Pour un service public postal de qualité et accessible à tous :
renationalisation totale ! NON à la libéralisation !

Postiers, usagers : même combat !



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°151 - août 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Honduras

La résistance à la croisée des chemins !

Au moment d'écrire cet article pour *Courrier International*, presque sept semaines après le coup d'Etat en Honduras qui a renversé le gouvernement de Manuel « Mel » Zelaya et l'a expulsé du pays, avait lieu la "marche sur Tegucigalpa", convoquée par le Front de la Résistance et d'autres secteurs anti-putschistes.

La marche est une nouvelle démonstration du fait que la résistance au putsch reste ferme, malgré la répression féroce mise en oeuvre par le gouvernement de Roberto Micheletti (qui a déjà occasionné plusieurs morts et des centaines de détenus) et malgré le piège des négociations avec les putschistes, proposée par l'impérialisme yankee, par le biais du président de Costa Rica, Oscar Arias, et soutenue par Zelaya. En même temps, bien que les putschistes n'aient pas terminé de consolider leur situation, ils se maintiennent au gouvernement, malgré la résistance interne à laquelle ils font face et malgré leur isolement international.

Dans ce cadre, la LIT-QI, en même temps qu'elle réaffirme son appui et sa solidarité inconditionnelle avec la résistance des travailleurs et des masses honduriennes, considère que c'est un moment opportun pour tirer quelques conclusions de ce processus de lutte, qui permettent d'aider à son développement et à son triomphe.



Le centre est la lutte contre les putschistes

Le centre de la mobilisation des masses honduriennes est la lutte pour mettre en échec les putschistes, c'est-à-dire, la lutte pour renverser le gouvernement illégitime de Roberto Micheletti.

Une consolidation des putschistes au pouvoir, même au moyen d'une « légalisation » à travers les élections, signifierait un triomphe de la bourgeoisie hondurienne réactionnaire et de l'armée, qui resteraient dans de meilleures conditions pour attaquer encore plus les travailleurs et les masses.

A travers le Plan Arias, l'impérialisme essaye un retour de Zelaya, qui aurait les mains liés par un accord qui préserve les putschistes et qui évite que ceux-ci soient punis pour leur action.

Au contraire, une défaite des putschistes signifierait un grand triomphe des masses honduriennes, et ouvrirait la possibilité d'un processus révolutionnaire dans lequel elles peuvent aussi combattre pour changer les racines socio-économiques profondes qui les condamnent aujourd'hui à la pauvreté et à la misère. Nous nous référons à la colonisation impérialiste, à la propriété latifundiaire de la terre, aux *maquilas*, etc. Autrement dit, pour avancer en vue de la lutte pour le socialisme, il est nécessaire aujourd'hui de combattre les putschistes et de les mettre en échec.

Cela fait plus de 20 ans qu'il n'y a pas eu de putsch triomphant en Amérique latine : les deux dernières tentatives (celle au Venezuela, contre Chavez, en 2002, et celle de Hormando Vaca Diaz, en Bolivie, en 2005) ont été mises en échec par l'action du mouvement de mas-

ses. En ce sens, un triomphe ou une défaite des masses honduriennes serait aussi un triomphe ou une défaite des masses du monde entier, spécialement celles d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Voilà la raison profonde pour laquelle nous devons redoubler l'appui et la solidarité avec leur lutte.

Pourquoi revendiquer le retour de Zelaya au gouvernement

Dans le cadre d'une vaste unité d'action anti-putschiste, au Honduras et dans le monde, qui s'étend depuis des secteurs bourgeois jusqu'à l'ensemble de la gauche, il existe un débat sur, au moins, deux questions centrales. D'une part,



quel doit être le programme de la lutte contre le putsch et, d'autre part, avec quelle méthodologie cette lutte doit-elle être menée.

Une des questions les plus en discussion est s'il faut, oui ou non, revendiquer le retour de Zelaya au gouvernement, comme le fait la LIT-QI et d'autres organisations, étant donné qu'il s'agit d'un « dirigeant bourgeois » et que la revendication de son retour au pouvoir serait donc « une capitulation à la bourgeoisie ».

La LIT-QI n'a aucune confusion concernant Zelaya : un dirigeant bourgeois réactionnaire provenant de l'oligarchie hondurienne et des entrailles du système politi-

que bourgeois, qui n'a que des frictions bien superficielles avec les intérêts de sa classe. Nous n'avons pas non plus de confusion sur sa politique actuelle de capitulation au plan de l'impérialisme de négociation avec les putschistes, ni sur son rôle de frein à la mobilisation.

Mais des secteurs majoritaires des masses honduriennes le voient comme « leur » dirigeant et sont disposées à combattre contre les « pouvoirs établis » pour qu'il retourne au gouvernement. Ce n'est pas la première fois que les masses d'un pays sont disposées à combattre pour le retour d'un dirigeant bourgeois. En Argentine, par

exemple, les masses ont combattu pendant presque deux décennies pour le retour de Perón, après le putsch qui l'a renversé en 1955, et cela avec une résistance très dure, y compris plusieurs semi-insurrections. La même chose est arrivée au Venezuela, avec la lutte qui a mis en échec le putsch d'avril 2002 et a ramené Hugo Chavez au pouvoir.

Ces processus de lutte, bien qu'ils contiennent l'élément négatif de la confiance dans la direction bourgeoise, sont très progressistes (et peuvent même ouvrir une dynamique révolutionnaire) parce qu'ils font face aux « facteurs de pouvoir » : les secteurs les plus concentrés de la bourgeoisie et de l'Armée.

D'autre part, le « retour » du « dirigeant bourgeois », dans ce cas de Zelaya, est un élément indispensable pour que les masses puissent faire leur expérience avec lui et avancer dans leur conscience, en dépassant les limites imposées à la mobilisation des masses par cette direction.

Non au plan Arias

Avancer la consigne du retour de Zelaya signifie que nous appelons à développer des mobilisations unitaires contre le putsch avec les partisans de Zelaya, pour cette revendication. En même temps, nous considérons indispensable de réaliser une critique implacable de la politique que Zelaya mène dans cette situation.

Il s'agit, en particulier, de son appui au Plan Arias (en réalité, le Plan Obama-Clinton), c'est-à-dire, sa politique de maintenir la résistance sur un terrain « pacifique » et seulement comme un élément pour pousser les putschistes à la négociation, et non de la développer comme le seul outil capable de renverser le gouvernement de Micheletti, à travers cette lutte.

Toute confiance dans ces négociations comme la voie centrale pour la sortie des putschistes (comme le propose Zelaya lui-même) mènera la résistance à la défaite. Pour la même raison, il est indispensable que le rejet au Plan Arias (ou à tout autre négociation avec les putschistes) fasse clairement partie du programme de la résistance.

La politique d'Obama

Avant d'entrer dans les considérations à propos du chemin pour qu'avance la résistance au putsch, il faut comprendre que le gouvernement de Barack Obama représente un changement par rapport à son prédécesseur George Bush, dans la tactique politique de l'impérialisme pour faire face à la situation mondiale et à la lutte des masses.

Pour éviter de fausses discussions : nous n'avons aucune confu-



Jose Manuel Zelaya (à gauche), en visite chez le président mexicain Felipe Calderon à Mexico, le 4 août 2009, y a réaffirmé : « *Nous sommes prêts à signer le plan Arias à Tegucigalpa pour mon retour à la présidence* ».

sion concernant le fait qu'Obama défend à fond, tout comme Bush, les intérêts impérialistes. D'autre part, Obama n'a rien d'une « colombe de la paix » qui abandonne l'« action militaire » : il suffit de voir sa politique d'intensification de la guerre en Afghanistan ou son plan d'utilisation des bases militaires de la Colombie.

Mais la défaite subie par la politique de Bush (le « siècle américain » et la « guerre contre la terreur ») en Iraq et au Venezuela, et le cours défavorable de la situation en Afghanistan et au Moyen-Orient, entre autres, ont obligé l'impérialisme à changer de tactique et, par exemple, à ne pas soutenir des coups d'Etat en Amérique latine. Que ce soit absolument clair : cela a été la lutte des masses, et les défaites infligées à la politique de l'impérialisme, et non la « bonne volonté » d'Obama, qui ont imposé ce changement de tactique

Dans ce cadre, il est évident que le gouvernement d'Obama a encouragé les pressions des « facteurs de pouvoir » honduriens sur le gouvernement de Zelaya. En même temps, après le putsch, l'impérialisme profite de la situation pour faire pression sur Zelaya, et le faire renoncer à son projet d'une consultation concernant l'Assemblée Constituante et le faire pactiser avec les putschistes.

Mais le gouvernement d'Obama n'a pas promu le putsch comme tel. Sinon, on ne comprend pas que des organismes comme l'ONU ou l'OEA, qui peuvent difficilement être qualifiés d'« anti-impérialistes », aient voté des résolutions contre le putsch et pour la non-reconnaissance du gouvernement de Micheletti. C'est

une politique très différente de celle que Bush a menée au Venezuela, en 2002, ou, de manière plus généralisée, celle de Richard Nixon, dans les décennies de 1960 et 1970, en organisant des putschs militaires dans toute l'Amérique latine. C'est-à-dire, au lieu d'essayer de mettre en échec les processus révolutionnaires à travers des coups d'Etat, l'impérialisme cherche à utiliser la voie électorale, les négociations, les pactes ou les accords de paix pour les faire reculer.

Il faut aussi voir que les putschistes, en même temps qu'ils profitent de l'espace que leur donne la politique de négociation d'Obama, rejettent le retour de Zelaya au pouvoir, bien que ce retour aurait lieu de manière très conditionnée pour transférer le commandement au nouveau président élu, parce que ce retour exprimerait le symbole de leur défaite.

Il est indispensable de comprendre ce changement de tactique de l'impérialisme pour faire face au danger profond que représente la politique réelle du gouvernement d'Obama pour le Honduras : la négociation avec les putschistes à travers le Plan Arias. Celui qui aboutit au raisonnement selon lequel c'est le gouvernement d'Obama qui se trouve derrière le putsch au Honduras, reste dans une position qui, par omission, capitule finalement à cette politique concrète de l'impérialisme. C'est à dire, il ne combat pas le Plan Arias ni son acceptation par Zelaya.

Les défis de la résistance

Il existe une première tâche de la résistance qui est celle d'étendre la lutte à tous les secteurs qui ne se sont pas encore mobilisés ou qui restent dans le doute, afin de fortifier ainsi la base sociale de la résistance.

En même temps, ces semaines de lutte ont démontré que la « résistance pacifique », à laquelle appelle Zelaya, n'est pas suffisante pour mettre en échec les putschistes, et leur a permis de se maintenir au pouvoir. Pour triompher, il est nécessaire de dépasser cette limite que Zelaya est parvenu à imposer jusqu'à présent.

D'autre part, jamais dans l'histoire un putsch ou une dictature militaire a pu être mis en échec à travers des méthodes pacifiques, dans lesquelles les masses désarmées font face à des formations militaires ou policières spécialisées.

Au contraire, outre l'héroïsme qu'ont déjà démontré les masses

honduriennes, un durcissement et une radicalisation des méthodes de lutte a toujours été nécessaire (en incluant l'aspect militaire de la confrontation et la défense armée des masses et ses mobilisations), ainsi qu'une action pour diviser et affaiblir le « front militaire » des putschistes, en exploitant leurs contradictions. Dans la majorité des cas, les masses ont aussi dû dépasser la politique de conciliation envers les putschistes, de la direction bourgeoise renversée qui conduisait la défaite.

La mémoire de la défaite du putsch militaire au Venezuela, en 2002, est encore fraîche. Dans des conditions pires que celles qui



règnent actuellement en Honduras (l'impérialisme soutenait alors le putsch, et Chavez était en prison et avait déjà « baissé les bras »), les masses vénézuéliennes ont entouré le siège du gouvernement, sont allées aux casernes pour obtenir des armes et diviser aux militaires, ont formé les « cercles boliviariens » pour combattre, etc.

C'est cette insurrection, qui a dépassé les limites imposées par la politique de Chavez, qui a permis qu'en moins de 48 heures, le putsch ait été mis en échec et le gouvernement de Carmona ait été renversé, en obligeant les putschis-

tes à ramener Chavez à nouveau au pouvoir. Il est très important de tirer les conclusions à propos des actions qui ont permis le triomphe des masses vénézuéliennes.

Dans le cas de Honduras, bien que Zelaya continue à être la direction politique des secteurs majoritaires des masses, la direction quotidienne de la lutte a été entre les mains du Front de la Résistance au Coup d'État, qui regroupe diverses organisations politiques, syndicales et sociales. Le Front a rejeté la proposition du plan Arias mais, en même temps, il n'a pas marqué, jusqu'à maintenant, une différenciation claire avec Zelaya et il n'a pas non plus promu le dépassement des limites que celui-ci a imposées à la résistance.

La LIT-QI appelle à intensifier la mobilisation nationale et internationale contre le putsch. L'organisation de classe indépendante des masses est indispensable, pour combattre en profondeur contre le putsch et le mettre en échec. Le Front de la Résistance a appelé au « boycottage contre la dictature militaire-patronale de Robert Micheletti ». Nous soutenons cette proposition et nous pensons qu'elle doit être mise en oeuvre, d'une part, à travers l'exigence de la rupture des relations avec le gouvernement de facto, de la part des gouvernements de tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, et d'autre part, en exigeant le boycottage économique, principalement des Etats-Unis et des pays d'Amérique centrale, comme El Salvador.

La farce électorale et la « guerre d'Obama » !

Les élections présidentielles en Afghanistan, qui se sont déroulées le jeudi 21 août, ont coûté beaucoup d'argent et d'efforts à leurs organisateurs, le gouvernement afghan de Hamid Karzai et les forces d'occupation du pays, mais le dénouement a été manqué. Voici un commentaire de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, publié le 24/8/2009.

Bien que les résultats électoraux définitifs soient seulement connus en septembre, on estime qu'entre 40 et 50% des 15 600 000 électeurs en condition de voter se sont rendus aux urnes. Le résultat est très inférieur à l'élection précédente, datant de 2004, quand la participation, selon les organisateurs, avait atteint 70%.

Les élections et la campagne électorale ont été traversées par la guerre entre les troupes des Etats-Unis et de l'OTAN qui, depuis 2001, occupent le pays, et les Talibans, force rebelle qui a déjà été au gouvernement et qui, actuellement, organise une guérilla active dans 70% du territoire du pays. Les Talibans ont effectué plusieurs tentatives d'attentat à la bombe pendant la campagne électorale, certains d'entre eux dans la capitale, Kaboul, y compris une tentative d'attentat suicide devant le quartier général de l'OTAN, qui a tué à 7 personnes.

Par ailleurs, le processus de vote a été marqué par les accusations de fraude qui favoriseraient l'actuel président Hamid Karzai lequel essaye de gagner dès le premier tour pour éviter la prolongation de la campagne électorale jusqu'au 1er octobre, date du second tour.

Le principal candidat adversaire de Karzai, l'ex ministre Abdullah Abdullah, a dénoncé des fraudes à grande échelle surtout dans le sud du pays, dans la ville de Kandahar. Dans cette région, dominée par les Talibans, l'abstention a été très forte. Selon les accusations, Karzai profite de cela pour « remplir » les urnes de votes en sa faveur.

Dans ce cadre, il est clair que les élections ont peu servi aux objectifs de l'impérialisme qui était de créer l'image d'un « régime démocratique »

et d'une situation plus stable, malgré la guerre.

Un pays occupé, un gouvernement colonial et une caricature de démocratie

Au-delà des élections, le régime lui-même est une farce. Comment des élections qui ont lieu dans un pays occupé militairement par des puissances impérialistes pourraient-elles être démocratiques ? Les 100 000 soldats des Etats-Unis et de l'OTAN représentent le véritable pouvoir en Afghanistan. Le gouvernement de Hamid Karzai ne cesse pas d'être un fantoche entre les mains des généraux américains qui dirigent de fait le pays.

Il suffit de voir qui a garanti les élections. La « sécurité » des rues des villes et des lieux de vote, c'est-à-dire la surveillance des Talibans, a été garantie par les 100 000 soldats des Etats-Unis et de l'OTAN. Et tous les frais de l'organisation du scrutin, 300 millions de dollars, ont été payés par les organismes qui sont derrière les troupes d'occupation. Comme si cela ne suffisait pas, une censure de la presse a été décrétée, dans les jours précédents à l'élection, empêchant que des périodiques, radios et réseaux de TV ne divulguent des nouvelles d'attentats des Talibans pour « ne pas alarmer la population ».

Malgré toutes les tentatives de contrôler la situation de la part des troupes du pays impérialiste le plus puissant du monde et de ses alliés, l'abstention électorale a montré la friabilité du gouvernement afghan et des « institutions » fantoches créées par l'impérialisme. Une seule donnée montre bien cette situation : dans la province de Kandahar et dans la ville du même nom, localisées dans le sud du pays et considérées comme le fief des Talibans, l'abstention pourrait

avoir atteint l'incroyable chiffre de 95% d'un million d'électeurs inscrits, selon des observateurs internationaux indépendants.

Quelle est la perspective de la « guerre d'Obama » ?

Ce qui est derrière l'échec des élections ainsi que l'instabilité du régime et du gouvernement fantoches de Kaboul, c'est la guerre. Les Etats-Unis sont dans un « borbier » qui semble ne pas avoir fin.

Le nouveau gouvernement de Barack Obama qui essaye d'être plus « papiste que le Pape » (par rapport à son prédécesseur, George W. Bush) a intensifié l'effort de guerre, a envoyé 30 000 autres soldats au pays et leur a promis de transformer l'Afghanistan en centre de la « guerre contre le terrorisme ». Mais, plus on se met dans le borbier, plus on a de problèmes pour en sortir.

Il existe une explication de fond à cette politique. L'Afghanistan est un pays très pauvre, mais qui joue un rôle stratégique dans la stabilité ou l'instabilité d'une région décisive pour les Etats-Unis. Il est situé entre le Moyen-Orient, région qui possède les plus grandes réserves de pétrole du monde, l'Asie Centrale (qui a aussi d'importantes réserves) et le sous-continent indien.

Si c'était un pays stable, l'Afghanistan pourrait permettre, par exemple, que l'impérialisme passe un accord avec les pays de l'Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan) et exporte sa production de pétrole via les ports du Pakistan, en évitant le contrôle total sur les oléoducs et les gazoducs de la région dont la Russie dispose à l'heure actuelle. Ceci a été un des objectifs centraux de la guerre et de l'occupation du pays, en 2001.

L'instabilité de la région a débuté

il y a 30 ans, en 1979, en Iran, pays voisin à l'Afghanistan, avec la révolution qui a renversé la dictature du Shah Reza Pahlavi. Craignant l'extension de la révolution et l'institution d'une république islamique à ses frontières, le gouvernement de l'ex-Union Soviétique a envahi l'Afghanistan.

Pour combattre l'influence soviétique dans cette partie du monde, les Etats-Unis ont soutenu et armé un front partisan musulman, les « moudjahidines », auquel ont pris part Oussama Ben Laden et une bonne partie des organisations islamiques fondamentalistes actuelles. Certains des principaux membres de la guérilla ont été les « seigneurs de guerre » oligarques qui dirigent les principales nationalités du pays (les Pachtounes, représentant 40% de la population, aux côtés des Tadjiks, des Ouzbeks et les Hazaras). La guérilla a expulsé les soviétiques et a pris le pouvoir mais, ensuite, le front s'est divisé, les groupes se sont affrontés et le pays s'est enfoncé dans une guerre civile.

Devant cette situation, les Etats-Unis, agissant à travers la dictature militaire alliée qui régissait le Pakistan voisin, a cherché à créer un instrument pour stabiliser le pays. L'ISI (organisme de sécurité du gouvernement pakistanais) a encouragé la formation d'une organisation d'étudiants des Madrassas (écoles isla-

miques) d'une région du Pakistan où prédomine l'ethnie pachtoune, également majoritaire en Afghanistan. Les membres de cette organisation ont été connus comme les Talibans, mot que veut dire « étudiant » (ou celui qui étudie le « livre », c'est-à-dire le Coran) en persan et en pachtou.

Les Talibans sont entrés dans la guerre civile et, après une campagne militaire victorieuse, sont parvenus à prendre le pouvoir et à diriger le pays entre 1996 et 2001. Initialement le gouvernement des Talibans a été vu avec beaucoup de sympathies par la population parce qu'il apportait de l'ordre à un pays enfoncé par les « seigneurs de la guerre » dans le chaos et la destruction. Mais il s'est ensuite usé, dans le sens où il a institué une « république islamique » des plus réactionnaires et des plus répressives du monde.

Toutefois, pour réactionnaire qu'il était, le gouvernement des Talibans ne jouissait pas de la confiance des Etats-Unis et n'était pas contrôlé par ceux-ci. Les attentats du 11 septembre 2001 et l'objectif déclaré de capturer Oussama Ben Laden, allié du gouvernement des Talibans, ont été les prétextes pour que Bush envahisse le pays.

Expulsé du gouvernement, les Talibans se sont réorganisés et ont déclenché une guerre de guérilla contre les troupes d'occupation. Au-

jourd'hui, les actions armées de la guérilla des Talibans ont lieu dans 70% du territoire du pays. Les troupes d'occupation font face à des pertes croissantes et ne les sont pas parvenues à stabiliser le pays, malgré les 30 000 nouveaux soldats envoyés par Obama (qui se sont ajoutés aux 70 000 déjà sur place).

Rien n'indique que ce cours puisse être changé avec l'envoi de troupes, ce qui, en soit, est difficile. La « guerre d'Obama » peut avoir la même signification pour l'actuel président américain que la guerre en Irak a eu pour Bush. L'impérialisme, encore une fois, a agi comme un « apprenti sorcier », en créant un instrument qui, plus tard, s'est retourné contre lui. Contradictoirement, un mouvement réactionnaire, comme les Talibans, combat actuellement contre l'impérialisme les armes à la main.

Aujourd'hui, la grande tâche du peuple afghan est d'expulser les troupes impérialistes d'occupation et d'obtenir la véritable indépendance nationale de l'Afghanistan. Sur ce chemin, les actions militaires de la résistance sont justifiées, ce qui ne signifie aucun type d'appui politique aux Talibans. Il est temps que toutes les organisations populaires et démocratiques du monde se manifestent contre l'occupation militaire de l'Afghanistan et exigent le retrait immédiat des troupes d'invasion.

La Belgique en guerre en Afghanistan

Quelques jours avant les élections présidentielles en Afghanistan, la Belgique a envoyé deux avions de combat F16 pour rejoindre les quatre déjà en opération dans le pays. La décision de ce renfort avait été décidée par un conseil des ministres restreint fin mars, deux jours avant un sommet de l'OTAN consacré à la guerre en Afghanistan. La présence de troupes belges y a aussi été renforcée de 150 unités. La moitié de toutes les troupes belges engagées à l'étranger font ainsi la guerre en Afghanistan.



Ces jours-ci, on discute beaucoup de budget, mais les sommes engagées dans cette guerre - 40,8 millions d'euros par an, sans compter l'« aide au développement » dans ce pays et qui se chiffre à sept millions - sont mis de côté sans discussion, alors qu'elles pourraient être dépensées bien mieux dans l'éducation ou la santé, par exemple. Et dans le même conseil restreint, le chef de la diplomatie belge s'est déclaré favorable au doublement de l'« aide civile », « conformément aux souhaits de la nouvelle administration du président américain Barack Obama » (www.7sur7.be - 31/03/2009). Ces troupes interviennent régulièrement sur le terrain, avant comme après les élections. Et en marge de cette « effort », le trésor belge a contribué encore avec un ou deux millions pour « sécuriser » les élections présidentielles du 20 août.

**La Belgique hors de l'OTAN - l'OTAN hors de la Belgique
Pas d'argent pour la guerre - augmentez nos salaires !**

La grande bataille de Trotsky

Il y a 69 ans, le 20 août 1940, Staline atteignait un grand objectif quand le bourreau Ramón Mercader, envoyé par lui, mit fin à la vie de Léon Trotsky. Il ne s'était pas contenté de lui enlever toutes ses attributions d'Etat, de l'expulser du parti, de l'exiler, de poursuivre et d'assassiner ses parents, amis et partisans. Trotsky en vie représentait un grand danger pour Staline et la clique bureaucratique. Il fallait l'éliminer pour couper le fil historique de la révolution d'octobre.

Trotsky a été le président du soviétique de Petrograd lors de la révolution de 1905 ; le créateur et dirigeant du Comité Révolutionnaire qui a dirigé militairement la prise du pouvoir en octobre 1917 ; la seule personne au monde, comme disait Lénine, capable de construire l'Armée Rouge à partir de rien et de la mener au triomphe dans la guerre civile.

Mais lui-même disait que sa tâche la plus importante n'avait été aucune de celles-là, mais la construction de la IVème Internationale, comme continuité historique de la Troisième dirigée par Lénine. C'est ce qu'il considérait comme la grande bataille de sa vie.

La bataille pour la IVème Internationale

En juillet 1933, Trotsky rendait public son changement de stratégie : après 10 années, il abandonne la lutte pour récupérer la IIIème Internationale : « *Le 5 avril, après la résolution du Comité Exécutif de l'Internationale communiste* (affirmant la justesse de la politique menée par le parti allemand) nous aurions dû proclamer : "L'Internationale communiste est morte !" (...) Nous devenons les embryons de nouveaux partis ».² Ainsi commença la grande bataille, en grande partie contre ses propres partisans, pour la construction de la IVème Internationale. [...]

En 1936, il insistait sur le fait que la fondation de la Quatrième Internationale était une question de nécessité indispensable des travailleurs :

« Le prolétariat a besoin d'une Internationale dans toutes les époques et sous toutes les conditions. (...) Même dans les pires époques de recul, nous devons nous préparer pour la montée future, en orientant correctement nos cadres. Les lamentations fatalistes sur le recul objectif reflètent souvent un recul subjectif. » [...]

La bataille a duré 5 longues années, jusqu'à ce que, le 3 septembre 1938, la IVème Internationale fut finalement fondée.

L'actualité de cette bataille

Aujourd'hui, la classe ouvrière mondiale doit faire face aux conséquences de la crise capitaliste. La lutte contre les licenciements et le chômage, contre la détérioration des salaires, pour le logement, contre la destruction des soins de santé et de l'éducation publique, est à l'ordre du jour dans tous les pays du monde, mais il n'y a personne pour coordonner et organiser cette lutte mondiale. C'est le cas aussi dans les dénommés « pays du Tiers Monde » avec la lutte contre le pillage impérialiste et en défense de la souveraineté nationale. La classe ouvrière et les peuples du monde se sont manifestés massivement contre la guerre à l'Iraq, contre les attaques génocidaires d'Israël, contre l'offensive de la Media-Luna bolivienne, contre le putsch au Honduras. Mais ils n'ont personne qui organise et fait fructifier cette solidarité internationale.

Tout ceci nous fait accorder avec Trotsky quand il dit : « *Pour nous, l'Internationale est un instrument dont le prolétariat a besoin de la même manière qu'il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument...* ». Voilà pourquoi la reconstruction de la IVème Internationale est la tâche centrale de la LIT-QI et de ses partis. [...]



Nous sommes d'accord aussi avec Trotsky sur le type de parti mondial défini dans le Programme de Transition : « *Sans démocratie interne, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline il n'y a pas d'action révolutionnaire. La structure interne de la IVème Internationale se base sur les principes du centralisme démocratique : pleine liberté de discussion, unité complète dans l'action* ». Cette définition est aujourd'hui largement mise en cause, même par des secteurs qui viennent de notre courant et qui continuent à revendiquer la Quatrième Internationale. A eux, nous disons que la vie a confirmé ce principe organisationnel défendu par Trotsky, puisque, comme le disait Nahuel Moreno : « *sans aucune exception, toutes les expériences de fédéralisme ou de trotskysme national ont terminé dans la poubelle de l'histoire.* »³ Alicia Sagra

¹ Cet article est repris - un peu abrégé - de la revue du FOS, le parti argentin de la LIT-QI.

² L. Trotsky, *Pour de nouveaux partis et la nouvelle Internationale* - 27/07/1933

³ Thèses constitutives de la LIT-QI - 1982